

majeures, je me dois, n'est-ce pas, de ne pas rater ma troisième chance comme Mighty Casey. Je vais m'efforcer de le faire.

Quant à la question du député, la Commission conjointe internationale négocie continuellement au sujet de la pollution qui sévit des deux côtés de la frontière. Je ne sais si, à l'heure actuelle, mon propre ministère prévoit des dispositions spéciales à l'endroit du lac Érié, mais je vais prendre cette question en note. Nous espérons beaucoup que le Parlement sera saisi cette session-ci de la nouvelle loi sur les ressources hydrauliques, ce qui, à mon avis, contribuera énormément à contrôler la pollution, celle de l'eau en particulier, et pourrait nous offrir quelques autres moyens d'aborder ce problème, sur le plan national et international.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que M. J. Bruce, un fonctionnaire du ministère, a déclaré aux États-Unis que la situation était tellement grave qu'il convenait d'adopter un programme de choc pour régler le problème, le gouvernement a-t-il l'intention d'instituer un programme de ce genre dans l'avenir immédiat ou se propose-t-il d'attendre que la Commission internationale mixte s'occupe à nouveau de cette affaire?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de l'existence d'un programme de choc à l'échelon international, mais je suis convaincu que la nouvelle loi sur les eaux révélera qu'une attitude positive et énergique sera adoptée au sujet de la pollution. Je conviens que le problème est extrêmement grave et sérieux, comme il touche les générations futures aussi bien que la nôtre. Le gouvernement prendra certainement toutes les mesures possibles en vue de remédier à ce problème; au niveau international, nous poursuivrons nos négociations aussi énergiquement que possible, j'en suis persuadé, sous l'égide du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et nous aurons avec le cabinet américain des entretiens qui, sauf erreur, auront lieu un peu plus tard cette année au sujet des aspects internationaux de la pollution.

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. La présence du ministre à la Chambre aujourd'hui nous permet-elle de conclure qu'il a repris ses fonctions au ministère?

L'hon. M. Greene: Oui, monsieur l'Orateur, dans la mesure de mes moyens.

LE PÉTROLE

L'EXPOSÉ DES VUES DU CANADA À LA COMMISSION SPÉCIALE DU CABINET AMÉRICAIN

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je pose cette question au premier ministre qui s'est récemment entretenu avec le président des États-Unis au sujet du pétrole. Le 26 mars 1969, le chef d'État américain a chargé une commission spéciale du cabinet de faire une revue complète du programme obligatoire d'importation de pétrole. George P. Schultz dirigeait cette commission, formée notamment de MM. Rogers, Hickle et autres. Le premier ministre nous donnerait-il aujourd'hui l'assurance que les vues du Canada sur les exportations de pétrole seront exposées à ce comité spécial du cabinet américain, que nous serons officiellement représentés aux séances et que nous présenterons un mémoire en bonne et due forme?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je n'irais pas jusqu'à parler d'instances officielles, mais au sujet des exposés soumis, officiels et officieux, il y a déjà eu des échanges de vues entre fonctionnaires des deux gouvernements, et les rencontres entre fonctionnaires se poursuivront jusqu'à la fin de juin alors qu'elles seront suivies, comme le ministre l'a dit, de rencontres au niveau ministériel, pour la discussion de problèmes importants, celui-ci entre autres.

M. Woolliams: Le premier ministre nous assurerait-il que les membres de ce comité spécial du cabinet, y compris quelques-uns des ministres les plus importants des États-Unis, seront mis au courant des vues du Canada?

Le très hon. M. Trudeau: L'opposition se moque ordinairement de nous quand nous instituons des groupes d'étude; je ne sais pourquoi le député attache autant d'importance à un groupe d'étude aux États-Unis quand nous pouvons présenter nos instances par d'autres moyens.

M. Woolliams: Je ne tiens pas à entamer une discussion avec le premier ministre ce matin, mais qu'il sache que je ne me moque jamais de ce qui tend à l'action.

L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉCLARATION SUR LES PERTES DE DÉBOUCHÉS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Puisque les restrictions pétrolières atteignent une valeur de \$60,000 par jour, le premier ministre envisage-t-il de révéler bientôt à l'industrie, à la Chambre et à la population ce